

**M. O'Keefe:** Monsieur le président, c'est peut-être à cause de la laryngite de mon honorable ami, mais je ne suis pas sûr de l'avoir bien compris. J'ai cru qu'il disait que le programme concernant la main-d'œuvre avait un effet presque nul pour l'île Bell à Terre-Neuve. Puis-je signaler que presque 2,000 personnes ont été amenées de l'île Bell à des endroits où elles peuvent obtenir de l'emploi. La dépense a été d'un demi-million de dollars.

**M. McCleave:** Le député doit avoir une otite, car, m'eût-il bien entendu, il saurait que j'ai loué ce programme et ne l'ai aucunement dénié.

**M. Brewin:** Monsieur le président, j'aimerais redire que nous appuyons tous la résolution et la proposition recommandant de créer un conseil particulier pour s'occuper des problèmes de main-d'œuvre et d'immigration. A vrai dire, il est absolument indispensable, selon nous, que pour l'administration de ces deux questions si importantes nous établissons un conseil se composant du plus grand nombre possible de personnes compétentes au Canada. Nous ne doutons nullement qu'un tel conseil, dont feront partie, j'espère, des membres de l'élite, sera appelé à assumer de très utiles fonctions.

J'aimerais appuyer sur ce dont a déjà parlé le député de Winnipeg-Nord, à savoir l'immense perte économique et la tragédie possible qu'entraînerait le manque de planification appropriée des politiques de main-d'œuvre énoncées dans la loi présentée et adoptée à la Chambre en avril. J'aimerais vous donner certains détails en vue d'ajouter à ce qu'a déjà dit mon ami, le député de Winnipeg-Nord.

M. A. W. Fair, coordonnateur du programme du Conseil de l'éducation des immigrants et de la formation des adultes, écrit dans le *Globe and Mail* du 21 juillet:

Le coordonnateur pour Toronto a prédit hier que le programme de recyclage des adultes serait réduit, aux environs de Noël, à quelques centaines d'inscrits si aucun changement n'était apporté au règlement qui est appliqué.

Le même article du *Globe and Mail* concluait comme il suit:

Les immigrants qui suivaient des cours encombrant maintenant le bureau de la société, cherchant n'importe quel genre de travail. «Ils sont découragés mais par fierté, ils ne veulent pas recourir à l'assistance. Ne fût-ce que pour des raisons d'humanité, il faut que quelqu'un fasse quelque chose,» écrit-il.

Il faisait allusion à la situation provoquée par les récents règlements qui, comme l'honorable député de Winnipeg-Nord l'a signalé, ont diminué sensiblement les candidats admis

[M. McCleave.]

aux cours de recyclage à cause des conditions particulières requises.

J'ai ici un article publié dans le *Journal* d'Ottawa du 15 juillet. Je voudrais vous en lire un paragraphe:

Mais maintenant un peu moins de quatre mois après la présentation de cette mesure législative, de nombreux enseignants de l'Ontario expriment leur mécontentement général à l'égard du programme. Les remarques au sujet de la mise en application du programme ont trait au problème qui pourrait devenir grave ou dénoncer un scandale national.

Dans le *Star* de Toronto—j'ignore exactement dans quel numéro, mais c'était en juillet—on a publié un long article intitulé: «Si le recyclage leur est refusé, les immigrants italiens quitteront le Canada.» Le premier paragraphe de cet article est ainsi conçu:

Des centaines d'immigrants italiens songent à quitter le Canada parce que des restrictions sévères du gouvernement fédéral les empêchent de bénéficier des fonds de recyclage. C'est ce qu'a déclaré aujourd'hui l'administratrice de de la Société d'aide aux immigrants italiens.

«Certains des nouveaux venus qui se présentent à nous ne peuvent qu'arpenter les rues,» a déclaré M<sup>me</sup> Isa Scotti. «Ils sont au désespoir.»

Et, plus loin:

Les nouveaux règlements du gouvernement fédéral ont déjà amené la fermeture d'un centre de formation des adultes dans la région métropolitaine et deux autres devront fermer leurs portes le 21 septembre, faute de candidats.

M. A. W. Fair, coordonnateur de la formation de la main-d'œuvre à la Commission scolaire de Toronto, a dit que le nombre d'élèves actuellement inscrits aux cours dans le Toronto métropolitain est d'environ 4,000—une diminution de plus de 2,000 depuis l'entrée en vigueur des nouveaux règlements.

Mon ami, l'honorable député de Winnipeg-Nord, a signalé une diminution encore plus marquée. L'article poursuit:

Quarante professeurs ont déjà perdu leurs postes par suite de la diminution du nombre des étudiants et soixante-dix autres seront mis à pied avant Noël.

J'aimerais maintenant signaler au ministre cette phrase de l'article:

Mardi, des fonctionnaires provinciaux de l'Éducation ont rencontré le ministre de la Main-d'œuvre, M. Jean Marchand, pour demander qu'on mitige les effets des nouveaux règlements du gouvernement fédéral, entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> avril.

A la réunion cette semaine, Marchand a refusé—

Il parle assez cavalièrement du ministre.

—une assistance immédiate, mais les fonctionnaires provinciaux sont partis dans l'espoir que l'assistance fédérale serait accordée dans quelques mois.

Les conséquences de cela sont clairement exposées dans un éditorial du *Globe and Mail* du 24 juillet sous le titre «Un règlement qui peut ruiner un bon programme.» On y signale ceci:

Peu de placements dans l'avenir d'un peuple sont meilleurs que les sommes que le gouvernement affecte à des programmes de recyclage. A mesure